LIMINAIRE INTERSYNDICAL DU CSE SIÈGE ORDINAIRE DU 18 NOVEMBRE 2026

DU JAMAIS VU ! LA DIRECTION MENACE VOS ÉLUS

Le CSE se déroule aujourd'hui en l'absence de son secrétaire. Une absence assumée et rendue inévitable face à un dialogue social dégradé comme jamais auparavant. Les organisations syndicales, soutenues par tous les élus du CSE, saluent la décision de son secrétaire, symboliquement très forte.

Qu'est-ce qui nous amène aujourd'hui à ces tensions ?

Depuis des mois, la direction est sourde à toute discussion avec les organisations syndicales et les élus. Elle s'engage ainsi sur un chemin très dangereux pour le dialogue social, qui s'est dernièrement illustré par la menace de licenciement d'un élu du CSE. Bâillonner un élu, l'exclure de l'entreprise, voilà qui est nouveau et particulièrement indigne et inquiétant.

Quel est l'objectif de cette menace ? Si ce n'est effrayer les élus et les délégués syndicaux. Faire taire celles et ceux qui représentent le personnel, défendent les conditions de travail et la santé de l'ensemble des salariés de France Télévisions, celles et ceux qui alertent pour éviter une dégradation de certaines situations.

Quel manque de clairvoyance ! La direction a oublié que le dialogue social permet à une entreprise de fonctionner malgré les difficultés, d'accompagner les transformations qui lui permettront de progresser. C'est un espace de débats absolument essentiel, garant de la paix sociale.

Pourquoi l'attaquer aujourd'hui ? Les organisations syndicales et les élus encouragent vivement la présidente de France Télévisions à respecter ses promesses faites lors des récentes auditions à l'ARCOM, le régulateur de l'audiovisuel, sur « un dialogue social soutenu, transparent et maîtrisé ». Les organisations syndicales et les élus lui demandent de revenir à des pratiques plus sincères car avec ce jeu dangereux, elle risque bien plus que les gains qu'elle envisage.

Paris, le 18 novembre 2026

Les organisations syndicales : CGT, CFDT, FO, SNJ, CGC